

EDITORIAL

La fatigue de l'aide internationale ? Quelle conséquences pour la recherche agronomique des pays du Sud ?

J.P.L. Deuse

Un article récent paru dans "The Economist" du 10 décembre 1994 résume bien le désintérêt croissant des pays riches pour l'aide aux pays pauvres. Cette attitude des opinions publiques occidentales est très inquiétante, car elle se traduit réellement par une stagnation de l'aide voire une légère décroissance, notamment de la part des Etats-Unis et une indécision croissante du Japon.

Une étude d'un économiste anglais (P. Boone de la "London School of Economics") arrive à des conclusions identiques à celle du citoyen moyen à savoir que quarante années d'aide internationale se traduisent par des résultats très aléatoires. En effet, vers 1960 et notamment lors de l'émergence des Etats indépendants en Afrique, l'objectif était d'aider les plus pauvres à s'en sortir et en principe d'aider des régimes démocratiques à s'établir. Or en 1995 il y a encore plus de pauvres et les régimes démocratiques sont une minorité.

Près de cinquante ans après, on en est toujours à rechercher des indicateurs crédibles pour mesurer l'impact réel de l'aide. On s'aperçoit toutefois qu'une grande partie de l'aide a souvent été déviée pour soutenir des régimes "douteux", conserver des "pré-carrés" en Afrique, maintenir une "clientèle", acheter des consensus avec des "per diem" plantureux, et entretenir une cohorte de consultants recyclant parfois jusqu'à 100% des aides. Ces critiques justifiées sortent maintenant de la bouche des assistés eux-mêmes tel l'Ambassadeur de la Barbade à Bruxelles, Monsieur Marville, qui à l'occasion de la table ronde organisée en 1994 par le Centre Européen de Gestion de la Politique de Développement (ECDPM) a affirmé que "le bénéficiaire est laissé en position de mendiant – et que l'on ne peut rien attendre d'un mendiant". Il a également critiqué le recours intensif à des consultants européens dans le cadre des programmes de développement. C'est, pour les pays européens, l'un des aspects les plus lucratifs de l'aide – qui absorbe d'ailleurs une part importante des ressources de celle-ci. Gardons également à l'esprit que l'Union Européenne, maintenant à 15, va représenter près de 60% de l'aide internationale. Que va-t-il résulter du large débat qui est ouvert, notamment dans le cadre de la renégociation de Lomé IV, entre pays donateurs et bénéficiaires dont avec franchise les uns et les autres soulignent les difficultés auxquelles se heurte la coopération au développement. Malheureusement, l'opinion publique occidentale a tranché en réduisant l'aide. L'opinion publique des pays en développement s'estime à juste titre complètement étrangère à cette aide qui, dans beaucoup de cas, a enrichi la classe aisée (20% de la population détient 50% des revenus, en moyenne dans les P.V.D.).

Cette crise de l'aide internationale a des répercussions directes sur la recherche agronomique tropicale, à la fois dans les P.V.D., mais surtout en Europe qui dispose toujours d'un puissant réseau d'institutions de recherches tropicales (regroupées en partie au sein du Consortium Européen pour la Recherche Agronomique Tropicale). Nombre d'institutions européennes et quelques 5.000 chercheurs européens vivent de cette manne que représente l'aide internationale. Cette vaste population de spécialistes éminents, pour la plupart des agronomes, s'interroge sur les objectifs que devra prendre au XXIème siècle la recherche agricole pour le développement. Ces chercheurs sont une richesse pour les P.V.D. mais sont souvent confondus avec les experts prédateurs de l'aide.

Le CIRAD, leader d'opinion dans ce secteur, vient de sortir divers documents sur les stratégies de la Banque Mondiale, du GCRAI (Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) qui s'interrogent tous sur les grands défis de demain qui se résument à comment nourrir en 2025 huit milliards et demi d'habitants dont sept milliards dans les pays en voie de développement. Ce défi ne pourra être relevé sans un effort exceptionnel de la Recherche Agronomique Internationale.